

Pouvoir d'emprunt

J'ai ici la liste de ces experts-conseils. Je voudrais bien la lire à haute voix, mais cela prendrait trop de temps. Que l'on sache tout simplement que les vingt-cinq figurent tous dans cette liste. Je répète que, d'après moi, on a dû consulter plus de vingt-cinq experts-conseils si j'en juge par l'ampleur de cette affaire.

Nous sommes aussi choqués de voir comment on gaspille l'argent, même sous prétexte d'exécuter des programmes valables. Je peux parler de ce qui se passe dans ma propre région, celle des provinces de l'Atlantique, monsieur le Président. On a remplacé le vieux traversier *Abegweit*, que vous avez probablement déjà emprunté pour aller de Borden (Î.-P.-É.) à Tormentine (N.-B.) au coût de 100 millions de dollars. Il ne fait absolument aucun doute que la société CN Marine a inutilement dépensé là quelque 100 millions de dollars. Le vieux navire était parfaitement en état de naviguer et valait beaucoup mieux à bien des égards que celui du même nom qui l'a remplacé. Il aurait suffi de dépenser de deux à trois millions de dollars pour le rafistoler et il aurait très bien tenu la mer pendant dix autres années. Imaginez ce que nous aurions pu faire avec cet argent dans la région de l'Atlantique.

Évidemment, je pourrais citer beaucoup d'autres horreurs. À propos, permettez-moi de revenir sur une autre affaire à laquelle on a fait allusion aujourd'hui. On a dépensé 125 millions de dollars pour un projet que le président du Conseil du Trésor (M. Gray) connaît fort bien puisqu'il a beaucoup contribué à le promouvoir, à savoir le fameux renflouement de la maison Consolidated Computer. On a gaspillé dans cette affaire 125 millions de dollars de l'argent des contribuables.

Même si cela n'a rien de particulièrement brillant, je voudrais montrer comment notre image internationale s'est ternie au fur et à mesure que nos possibilités économiques ont décliné. Un intéressant article d'un récent numéro de la revue *Time* décrivait comment notre influence à l'ONU se résume désormais à peu de chose. Le rôle du Canada en est maintenant un de figurant alors qu'il a déjà eu une influence disproportionnée compte tenu de sa population relativement peu nombreuse, disproportionnée parce que nous avons les moyens et la capacité de faire de grandes choses sur la scène mondiale et que nous étions respectés. Que nous est-il arrivé depuis 1968? Nous n'avons fait que reculer au classement mondial. Il suffit d'examiner les statistiques de l'OCDE—je ne demande pas qu'on me croie sur parole pour voir qu'en ce moment, le Canada vient au dernier rang des pays industrialisés occidentaux. Et pourquoi? Je pense que c'est surtout à cause d'une piètre gestion économique. Nous en voyons aujourd'hui les résultats. Le gouvernement en veut davantage, alors il lui faut se présenter au Parlement pour emprunter de l'argent, dont l'orateur qui m'a précédé a dit qu'il n'a pas vraiment besoin. Si ce projet de loi est adopté, le gouvernement aura deux milliards de plus avec lesquels jongler. C'est presque autant que ce qu'il va dépenser cette année en services professionnels et spécialisés. C'est très mauvais pour le développement économique. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement continue de violer les priorités qui avaient fait la grandeur de notre pays.

• (1600)

Le député de Brant a fait voir dans le discours précédent la situation ridicule qui existe dans le grand Nord, qui est un des plus grands réservoirs de richesse et de fierté qu'un pays puisse avoir. Mais nous ne pouvons même pas le patrouiller. Nous en

sommes réduits à demander à nos autochtones, qui ont des dons pour le repérage, d'assurer les services que les autres pays demandent à l'armée: la surveillance électronique et le reste. En plein XX^e siècle, nous en sommes réduits, pour patrouiller notre propre territoire septentrional, à des méthodes de l'époque de Daniel Boone ou de Davy Crockett. Nous n'avons pas l'argent qu'il faut pour améliorer la situation. Même le pays le plus riche du monde, les États-Unis qui ont un si grand marché intérieur, a dû faire des choix difficiles. À l'opposé, des pays comme le nôtre, qui s'en remettent au déficit budgétaire illimité et aux politiques socialistes, ont des problèmes énormes. Pas la peine de chercher très loin pour voir les résultats.

Il n'y a pas longtemps, ce grand pays qu'est la France a élu un gouvernement socialiste. Son président, François Mitterrand, récolte maintenant les fruits de ses politiques socialistes bien à lui, mais qui ont une ressemblance frappante avec les politiques que notre gouvernement prescrit pour notre pays. François Mitterrand a été élu en promettant que la France atteindrait la prospérité par la dépense. Qu'est-ce que la France a maintenant? Le contrôle de la monnaie et des changes, une étroite limitation du droit des Français à prendre des vacances. Il y a des combats dans les rues et certains des éléments les plus radicaux assiègeraient l'Assemblée nationale.

Tournons-nous maintenant vers Michael Foote, le leader de l'opposition au Royaume-Uni qui a adopté toutes sortes de politiques socialistes. Le gouvernement libéral, prétendant demander à l'entreprise privée de susciter la reprise économique, joue le même petit jeu ici au Canada. Que s'est-il passé en Grande-Bretagne? Le premier ministre, M^{me} Thatcher, a imposé la ligne dure au Royaume-Uni. Elle a réduit l'inflation et ravivé la fierté nationale. Elle a remis de l'ordre dans les priorités. Tous les sondages d'opinion la donnent gagnante à la veille des élections britanniques. L'opposition socialiste est une fois de plus en difficulté et mordra la poussière.

Pourquoi le Canada ne tire-t-il pas une leçon de l'expérience de ses voisins? Je me le demande bien. Il est banal, je le sais, d'exhumer des citations du passé, bien que je demeure convaincu que ce soit utile, monsieur le Président, car si elles n'avaient pas de valeur intrinsèque elles ne seraient pas parvenues jusqu'à nous.

Je voudrais rappeler les mots d'un grand président américain, Abraham Lincoln, qui s'est fait remarquer pour ses étranges mots de sagesse. Il disait, au sujet de l'édification nationale:

Il est impossible d'atteindre la prospérité en décourageant l'économie, d'aider l'employé en rabaisant l'employeur, d'assurer sa sécurité à même des emprunts, de se tirer du pétrin en dépensant plus qu'on ne gagne.

Vous me faites signe, monsieur le Président, que mon temps de parole est épuisé. C'est dommage, car j'aurais bien voulu donner un meilleur aperçu de la pensée d'Abraham Lincoln. Mes amis d'en face auraient sans aucun doute avantage à le lire.

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole immédiatement après le député de Central Nova (M. MacKay). Bon nombre des problèmes qui touchent sa circonscription touchent aussi la mienne. Nous sommes voisins et nous nous efforçons toujours de collaborer pour aider les électeurs du nord de la Nouvelle-Écosse. Je m'oppose de toute façon à cette mesure tendant à accorder un nouveau pouvoir d'emprunt au gouvernement, mais ce qui me déplaît le plus, c'est qu'elle retirera des